

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 JUIN 1928.

Projet de loi assurant à titre transitoire de nouveaux avantages aux titulaires de pensions à charge du Trésor public et des Caisses de prévoyance.

EXPOSE DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le régime des pensions ne peut être séparé du régime des traitements d'activité. Celui-ci doit nécessairement précéder celui-là et lui servir de base.

A l'heure présente, il est acquis que le Gouvernement ne verra pas réaliser, comme il se l'était tracé, le programme qu'il avait conçu dans le domaine des rétributions du personnel payé par l'État et en matière de pensions. Certaines parties de ce programme subiront du retard malgré tout.

Le projet de loi fixant à nouveau les traitements des magistrats, instituteurs et autres n'a pas été voté aussi rapidement qu'on avait pu l'espérer à l'origine. D'autre part, le statut définitif des pensions constitue un problème, hérissé de difficultés, dont la solution prendra du temps.

Si, grâce à la rétroactivité, les agents en activité ne peuvent pas pâtir beaucoup des retards signalés, par contre les agents retraités ou leurs veuves et orphelins souffrent et se plaignent amèrement de l'insuffisance de leurs ressources.

Aussi le Gouvernement, nonobstant les mesures d'attente de la loi du 17 mars 1928, estime-t-il devoir proposer, en faveur des pensionnés, de nouvelles mesures transitoires qui assureraient approximativement aux intéressés, dès le mois de janvier 1928, ce que pourrait leur procurer la revision de leurs pensions sur la base des nouveaux traitements et d'après les règles actuellement en vigueur.

Mais, pour le moment, il ne peut s'agir de procéder à des revisions lentes et laborieuses; mieux vaut s'en tenir à des approximations et mettre rapidement à la disposition des pensionnés la presque totalité des compléments qu'ils peuvent légitimement escompter.

Dans cet ordre d'idées, le projet de loi consolide les pensions au point de vue du paiement et leur conserve théoriquement leur composition originelle pour l'application des règles relatives au cumul.

Les auteurs du projet se sont efforcés de réduire les calculs au strict minimum comme ils ont veillé à ne pas toucher aux règles essentielles du régime en vigueur. Ils ont voulu ainsi ne compromettre en rien, par des mesures passagères, l'instauration d'un statut définitif, quel qu'il soit.

Pour la détermination des sommes à payer, la partie mobile des pensions et la majoration de 25 % accordée par la loi du 17 mars 1928 disparaissent.

Par contre, le projet de loi relève la partie fixe ou le taux indivisible au moyen de coefficients qui varient suivant que la pension comportait en fait une partie mobile, l'avait perdue à raison d'un cumul ou en était privée depuis l'origine pour le motif que le traitement de base ne comprenait pas organiquement de partie mobile.

Les coefficients de relèvement sont au nombre de trois : 2,40 — 1,50 — 1,25.

Cependant, par mesure de prudence et dans l'attente du vote de la loi revisant certains traitements, le coefficient de 2,40 a été ramené à 2 pour les pensions qui sont régies par les lois ayant admis en principe la pension de l'éméritat. Il a fallu adopter cette restriction pour éviter que le relèvement des pensions en cours ne dépassât le taux des pensions nouvelles qui seront liquidées après cinq ans de jouissance des nouveaux traitements.

Cette réduction est, d'ailleurs, provisoire. Elle sera annihilée dans le passé autant que faire se pourra par la revision des pensions de l'espèce sur la base des nouveaux traitements (art. 5 du projet de loi).

Pour les pensions dont le droit s'est ouvert avant le 1^{er} janvier 1928, les avantages sont les mêmes que pour les pensions qui ont pris cours après cette date.

Cette égalité a été préparée par la loi du 17 mars 1928, mais elle ne devra pas nécessairement être maintenue. Les situations diffèrent par les traitements touchés. Les titulaires des premières pensions n'ont pas connu les traitements consolidés; les titulaires des secondes ont perçu effectivement les mêmes traitements, ne fût-ce que pendant un mois. Pour ces derniers, il y a des droits acquis qu'il faudra respecter en toute hypothèse et dont l'exercice n'a été que suspendu par la loi.

Les anciennes pensions ont été revisées sur la base des traitements de 1924 et, dans l'Exposé des Motifs qui a précédé la loi du 29 juillet 1926, le Gouvernement avait annoncé son intention de ne pas les reviser à nouveau lors de la promulgation du statut définitif des pensions.

Il va sans dire que, pour les pensions dont la base ne peut comprendre que fictivement des traitements consolidés, une revision ne s'indiquerait pas si, pratiquement, elle devait aboutir à des rectifications sans proportion avec le travail que celles-ci exigeraient.

On ne sera fixé sur ce point qu'après le vote du statut définitif.

D'autres points ont dû également être traités avec la réserve que commande le souci de ne pas contrarier la liberté d'appréciation du Parlement.

Il en a été ainsi notamment, comme il est dit plus haut, pour le relèvement des pensions tombant sous l'application de lois spéciales qui admettent l'éméritat.

* . *

Les mesures comprises dans le présent projet de loi se traduisent annuellement par un supplément de dépense de 145 millions pour le Trésor public et de 38 millions pour les caisses de veuves et orphelins.

Toutefois, le Trésor récupérerait une somme de 22 millions, à charge des provinces et des communes pour leur participation dans l'augmentation des pensions des professeurs et instituteurs communaux.

* . *

Quelques articles appellent, pour des points particuliers, un court commentaire :

ARTICLE PREMIER. — Cet article concerne en principe les pensions qui ont pris cours avant le 1^{er} février 1928 ou, en d'autres termes, les pensions pour lesquelles les nouveaux traitements n'entrent pas en ligne de compte.

Il est cependant des pensions qui peuvent prendre cours après le 1^{er} février 1928 sans subir l'influence des nouveaux traitements. Ce sont les pensions de veuves qui sont influencées par les traitements d'activité d'un affilié mis à la retraite avant le 1^{er} février 1928 et décédé après cette date.

On a voulu les traiter comme les pensions de même espèce dont le droit s'est ouvert avant le 1^{er} février 1928. A cette fin, il a fallu introduire la disposition du dernier alinéa.

Art. 2. — L'adoption de plusieurs coefficients tend à relever les pensions dans la mesure où leur service était assuré pratiquement sous le régime en vigueur.

Les pensions qui ne comportent pas une partie mobile ne peuvent être majorées dans la même mesure que les pensions qui sont complétées par pareil avantage.

D'autre part, les traitements de cumul, lesquels excluent par essence toute partie mobile, n'ont pas été majorés, lors de la stabilisation des rétributions du personnel de l'État, dans une proportion aussi forte que les traitements de carrière. Dès lors, il a paru rationnel de prévoir un coefficient moindre pour les pensions qui ont ces traitements à leur base.

Il est logique de faire disparaître ces réductions avec les causes qui les ont amenées.

En dehors des rémunérations prévues par les dispositions organiques, les membres du personnel enseignant peuvent bénéficier d'un supplément de traitement alloué par les communes, d'indemnités pour fonctions accessoires et d'indemnités pour certificats spéciaux.

Sous le régime en vigueur la quotité de pension dérivant de ces avantages n'entre pas en compte pour la détermination de la partie mobile. Il convient dès lors, pour rester dans l'esprit du présent projet, de n'appliquer à la quotité de pension en cause que la majoration de 25 % prévue au 3^o du second paragraphe.

Cette disposition fait l'objet du cinquième paragraphe.

Son texte a été rédigé de façon à en permettre éventuellement l'application à d'autres pensions que celles accordées à des membres du personnel enseignant.

ART. 4. — Cet article, par son paragraphe premier, affirme pour l'avenir le respect des droits des agents qui ont perçu les nouveaux traitements sans qu'il en ait été tenu compte soit dans la liquidation de leur pension de retraite, soit dans le calcul des rentes viagères ou à temps de leurs ayants-droit.

Au § 2, l'article tient compte de ce que, dans un but de simplification, toutes les retenues au profit des caisses de prévoyance ont été fusionnées, depuis le 1^{er} janvier 1928, en une contribution unique, la même pour tous (arrêté royal du 1^{er} mai 1928).

Il importait de fixer, suivant les principes de la justice distributive et avec le souci de ménager les intérêts des caisses débitrices, le montant des pensions servies aux ayants-droit des affiliés qui n'auront pas, en fait, acquitté, pour la

période postérieure au 31 décembre 1927, des contributions égales à celles qu'ils auraient payées si les statuts avaient été maintenus tels qu'ils existaient avant le 1^{er} janvier 1928. Ces pensions doivent être mises en rapport avec les retenues dont elles sont la contrepartie.

Généralement, il suffira de réduire ou d'augmenter le montant annuel des pensions dans la mesure où les retenues effectives pour la période à considérer seront inférieures ou supérieures aux résultats que les retenues abolies auraient accusés dans le cas où elles auraient été prélevées sur la base des nouveaux traitements.

Mais, pour les pensions à charge des caisses des veuves et orphelins des officiers et des militaires de rang subalterne, un système particulier a dû être prévu pour le motif que certaines contributions sont des primes établies sans rapport direct avec la rétribution de l'affilié.

Pour que les intéressés ne pâtissent pas de l'instauration du nouveau mode de prélever les retenues, les affiliés actuels jouissent de la faculté de compléter la contribution réglementaire par des versements volontaires. Le projet de loi leur accorde un délai de six mois pour revendiquer le bénéfice de cette faculté et pour souscrire l'engagement qui en est la suite nécessaire.

Art. 6. — La loi du 21 décembre 1927 a prévu pour les secrétaires communaux une pension avec partie mobile.

Les dispositions de l'article 6 tendent, nonobstant cette particularité, à assurer aux intéressés le même régime qu'au personnel de l'État.

* * *

Le projet de loi revêt un caractère d'extrême urgence et donne satisfaction aux pensionnés dans la mesure des possibilités budgétaires.

Le Gouvernement se plaît à escompter une prompt solution.

Le Ministre des Finances,

B^{on} M. HOUTART.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 JUNI 1928.

Wetsontwerp waarbij als overgangsmaatregel nieuwe voordeelen worden verleend aan de gerechtigden op ten laste van de Openbare Schatkist en van de Voorzorgskassen komende pensioenen.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Het regime der pensioenen en dit der activiteitswedden zijn onafscheidbaar. Laatstebedoelde moet noodzakelijkerwijs het eerstgenoemde voorafgaan en daaraan ten grondslag liggen.

Het staat thans vast dat de Regeering het door haar inzake bezoldiging van het door den Staat betaald personeel en inzake pensioenen ontworpen program niet zal zien verwezenlijken. Zekere gedeelten van dit program zullen spijs alles vertraging lijden.

Het wetsontwerp houdende van voren af aan vaststelling van de wedden van magistraten, onderwijzers en andere werd niet zoo spoedig goedgestemd als men in den aanvang had kunnen verhoppen. Anderdeels maakt het definitief pensioenenstatuut een uiterst moeilijk vraagstuk uit, waarvan de oplossing tijd vergen zal.

Wat betreft de aangewezen vertragingen zijn de agenten in werkelijken dienst, dank zij de retroactiviteit er minder slecht aan toe dan de op pensioen gestelde agenten of dezer weduwen of weezen die lijden en zich bitter over de ontoereikendheid hunner bestaansmiddelen beklagen.

Weshalve de Regeering, ondanks de voorloopige maatregelen van de wet van 17 Maart 1928, de meening is toegedaan ten behoeve van de gepensioneerden nieuwe overgangsmaatregelen te moeten voorstellen, waarbij, van den 1^{er} Januari 1928 af, bij benadering hun zou verzekerd worden wat hun de herziening van hun pensioenen op den grondslag der nieuwe wetten en volgens de thans geldende regelen zou kunnen opleveren.

Edoch kan er thans geen sprake zijn het traag en omvangrijk herzieningswerk aan te vangen; het is beter het voorschands bij benaderingen te laten blijven en de nagenoeg algeheele pensioensaanvulling, waarop de gepensioneerden rechtmatig mogen rekenen, spoedig te hunner beschikking te stellen.

In dezen gedachtengang, worden bij dit wetsontwerp, onder oogpunt van de betaling, de pensioenen geconsolideerd en blijven deze theoretisch hunne oor-

spronkelijke samenstelling behouden voor de toepassing van de regelen betreffende de cumulatie.

De makers van het ontwerp hebben getracht de berekeningen op het strikt noodige te brengen, zooals zij er voor gezorgd hebben niet aan de hoofdregelen van het vigeerend regime te raken. Zij hebben alzoo gewild het invoeren van een definitief statuut, ongeacht het ook zij, door maatregelen van korten duur volstrekt niet in gevaar te brengen.

Voor het vaststellen van de uit te keeren sommen, vallen het veranderlijk gedeelte der pensioenen en de verhooging van 25 t. h., die bij de wet van 17 Maart 1928 werd verleend, weg.

Daarentegen wordt bij het wetsontwerp het vast gedeelte of het onverdeelbaar bedrag opgevoerd door middel van coëfficiënten die veranderen, naar gelang het pensioen feitelijk een veranderlijk gedeelte begreep, dit gedeelte voor het pensioen wegens cumulatie weggefallen was, ofwel geen veranderlijk gedeelte van den aanvang af in aanmerking kwam, daar de basiswedde geen organiek veranderlijk gedeelte begreep.

De verhoogingscoëfficiënten zijn ten getale van drie : 2.40 — 1.50 — 1.25.

Echter werd, voorzichtigheidshalve en totdat de wet tot herziening van sommige wedden worde goedgestemd, de coëfficiënt van 2.40 teruggebracht tot 2 voor de pensioenen geregeld op den voet van de wetten waarbij in beginsel het emeritaatspensioen werd aangenomen. Men moest deze vermindering aannemen om te voorkomen dat, door het verhoogen van de huidige pensioenen, het bedrag werd overschreden van de nieuwe pensioenen die na vijf jaar genot van de nieuwe wedden zullen worden uitbetaald.

Deze vermindering is ten andere voorloopig. Zij zal, wat het verleden betreft, naar mate van het mogelijke vernietigd worden door de herziening van de dergelijke pensioenen op grondslag van de nieuwe wedden (art. 5 van het wetsontwerp).

Voor de pensioenen, waarvan het recht vóór 1 Januari 1928 inging, zijn de voordeelen dezelfde als voor de pensioenen, die na dien datum aanvingen.

Deze gelijkheid werd door de wet van 17 Maart 1928 voorbereid, doch zij dient niet noodzakelijk gehandhaafd. De toestanden verschillen doordien de ontvangen wedden verschillen. De titularissen der eerste pensioenen hebben de geconsolideerde wedden niet gekend; de titularissen der tweede hebben feitelijk dezelfde wedden ontvangen, al was het maar gedurende eene maand. Voor de laatstbedoelden bestaan er verkregen rechten waarmee in alle geval dient rekening gehouden en waarvan de uitoefening slechts bij de wet werd geschorst.

De oude pensioenen werden herzien op grondslag van de wedden van 1924 en de Regeering had, in de Memorie van Toelichting die de wet van 29 Juli 1926 voorafging, haar voornemen te kennen gegeven dezelve bij het afkondigen van het definitief statuut van de pensioenen niet op nieuw te herzien.

Het hoeft niet gezegd dat, voor de pensioenen waarvan de grondslag slechts fictief geconsolideerde wedden kan behelzen, eene herziening niet naar voren zou treden bijaldien zij practisch zou leiden tot verbeteringen buiten verhouding tot het werk dat dezelve zouden vergen.

Daaromtrent zal men slechts zekerheid hebben na het goedstemmen van het definitief statuut.

Andere punten dienden insgelijks behandeld met zulke omzichtigheid als geboden wordt door de zorg de vrijheid van beoordeeling van het Parlement niet tegen te gaan.

Aldus werd er gehandeld inzonderheid, zooals te voren gezegd, bij het verhoogen van de pensioenen vallend onder de toepassing van de bijzondere wetten waarbij het emeritaat wordt aangenomen.

* * *

De in dit wetsontwerp begrepen maatregelen brengen jaarlijks een bijkomende uitgave mede van 145 miljoen voor de Openbare Schatkist en van 38 miljoen voor de Kas voor weduwen en wêezen.

De Schatkist zou echter eene som van 22 miljoen verhalen op de provinciën en de gemeenten, waarmede dezelve in de verhooging der pensioenen van de gemeenteleeraars en -onderwijzers zouden bijdragen.

* * *

Enkele artikelen vergen, met betrekking tot enkele bijzondere punten, eene kleine toelichting.

ARTIKEL EÉN. — Dit artikel heeft in beginsel betrekking op de pensioenen die vóór 1 Februari 1928 ingingen of, met andere woorden, op de pensioenen waarvoor de nieuwe wedden niet in aanmerking komen.

Er zijn echter pensioenen die na 1 Februari 1928 kunnen ingaan zonder door de nieuwe wedden te worden beïnvloed. Dit zijn de weduwenpensioenen, die beïnvloed worden door de activiteitswedden van een vóór 1 Februari 1928 gepensionneerd en na dien datum overleden aangeslotene.

Men heeft ze willen behandelen zooals de soortgelijke pensioenen, waarop vóór 1 Februari 1928 aanspraak kon worden gemaakt. Daartoe moest de in het laatste lid vervatte bepaling worden ingebracht.

ART. 2. — Door het invoeren van verschillende coëfficiënten wordt ernaar gestreefd de pensioenen in de mate op te voeren waarin de uitkeering er van onder het vigeerend regime practisch verzekerd was.

De pensioenen die geen veranderlijk gedeelte behelzen mogen niet verhoogd worden in gelijke mate als de pensioenen, die door dergelijk voordeel worden aangevuld.

Anderdeels werden de cumulatie-wedden, die uiteraard alle veranderlijk gedeelte uitsluiten, ter gelegenheid van de stabilisatie der bezoldiging van het Staatspersoneel, niet in een gelijke hooge mate verhoogd als de loopbaanwedden. Het werd derhalve redematig geacht een lageren coëfficiënt te voorzien voor de pensioenen, die deze wedden tot grondslag hebben.

Het is logisch deze verminderingen met de ertoe aanleiding gevende oorzaken te doen ophouden.

Buiten de bij de organieke bepalingen voorziene bezoldigingen, kunnen de leden van het onderwijzend personeel een door de gemeenten verleende aanvullende wedde, vergoedingen wegens bijkomstige functies en vergoedingen wegens speciale getuigschriften genieten.

Onder het vigeerend regime komt de uit deze voordeelen voortvloeiende pensioenquotiteit niet in aanmerking bij het bepalen van het veranderlijk deel. Het past dus, om in den geest van dit ontwerp te blijven, slechts de bij het 3^o van de tweede paragraaf voorziene verhooging van 25 t. h. op de bewuste pensioenquotiteit toe te passen.

Deze bepaling maakt het voorwerp uit van de 5^{de} paragraaf.

De tekst ervan werd derwijze opgesteld dat het in voorkomend geval mogelijk is deze bepaling toe te passen op andere dan de aan het leden van het onderwijzend personeel verleende pensioenen.

ART. 4. — De eerste paragraaf van dit artikel huldigd voortaan den eerbied voor de rechten der agenten die de nieuwe wedden ontvingen, zonder dat er rekening werd mede gehouden, hetzij bij de vereffening van hun rustpensioen, hetzij bij het berekenen van de lijf- of tijdsrenten van de rechthebbenden.

In § 2 van het artikel wordt er rekening mede gehouden dat, ter vereenvoudiging, al de ten behoeve van de voorzorgskassen gedane afhoudingen sedert 1 Januari 1928 tot ééne en voor allen dezelve bijdrage werden versmolten. (Koninklijk besluit van 1 Mei 1928.)

Het kwam erop aan, volgens de beginselen van de verdeelende rechtvaardigheid en ten einde de belangen van de schuldplichtige kassen niet te benadeelen, het bedrag te bepalen van de pensioenen uitgekeerd aan de rechthebbenden van de geaffilieerden die feitelijk, voor het tijdperk na 31 December 1927, niet dezelfde bijdragen zullen betaald hebben als die welke zij zouden verstrekt hebben bijaldien de statuten gehandhaafd waren geworden zooals zij vóór 1 Januari 1928 bestonden. Deze pensioenen dienen in verhouding gebracht met de daartoe gedane inhoudingen.

Over 't algemeen zal het volstaan het jaarlijksch bedrag van de pensioenen te verlagen of te verhoogen naar gelang de werkelijke inhoudingen, over het te beschouwen tijdperk, lager of hooger zijn dan de uitkomsten waartoe de afgeschafte inhoudingen zouden geleid hebben ingeval zij op de nieuwe wedden waren gedaan geweest.

Doch, voor de pensioenen ten bezware van de kassen voor weduwen en weezen van de officieren van lageren rang diende een bijzonder stelsel voorzien omdat sommige bijdragen premiën zijn, vastgesteld zonder rechtstreeksche verhouding tot de bijdrage van den aangeslotene.

Opdat de belanghebbenden geen nadeel zouden ondergaan door het invoeren der nieuwe wijze van inhouding, staat het den huidige geaffilieerden vrij de reglementaire bijdrage door vrijwillige stortingen aan te vullen. Bij het wetsontwerp wordt hun een termijn van zes maand verleend om het voordeel van die vrijheid aan te vragen en de verbintenis, die het noodzakelijk gevolg ervan is, te onderschrijven.

ART. 6. — De wet van 21 December 1927 voorziet een pensioen met veranderlijk deel voor de gemeentesecretarissen.

Bij de bepalingen van artikel 6 wordt, spijs deze bijzonderheid, ernaar gestreefd aan de belanghebbenden hetzelfde regime als aan het Staatspersoneel toe te kennen.

Het wetsontwerp eischt veel spoed en het voldoet de gepensioneerden in zulke mate als de Begrooting het mogelijk maakt.

De Regeering hoopt dat het vlug zal doorgaan.

De Minister van Financiën,

B^{on} H. HOUTART.

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

Projet de loi assurant à titre transi-
toire de nouveaux avantages aux
titulaires de pensions à charge du
Trésor public et des Caisses de
prévoyance.

Wetsontwerp waarbij als overgangs-
maatregel nieuwe voordeelen wor-
den verleend aan de gerechtigden
op ten laste van de Openbare Schat-
kist en van de Voorzorgkassen
komende pensioenen.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres
réunis en Conseil,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances est chargé
de présenter en Notre Nom, aux Cham-
bres législatives, le projet de loi dont
la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Sont consolidées et majorées de la
manière et dans la mesure ci-après
déterminées, pour autant qu'elles aient
pris cours avant le 1^{er} février 1928 :

1^o Les pensions de retraite servies
par le Trésor public aux magistrats,
aux fonctionnaires et employés, aux
membres du personnel de l'enseigne-
ment, aux ministres des cultes;

2^o Les pensions de retraite pour
ancienneté de service des officiers et des
militaires de rangs subalterne;

3^o Les pensions à charge des caisses
des veuves et orphelins établies en exé-

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onze in Raad
vergaderde Ministers.

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën is be-
last, in Onzen naam, het wetsontwerp
waarvan de inhoud volgt, bij de wetge-
vende Kamers in te dienen :

EERSTE ARTIKEL.

In zoover zij vóór 1 Februari 1928
zijn ingegaan worden op de hierna
bepaalde wijze en in de hierna bepaalde
mate geconsolideerd en verhoogd :

1^o De rustpensioenen welke de Staats-
kas uitkeert aan de magistraten, aan de
ambtenaren en beambten, aan de leden
van het onderwijzend personeel, aan de
bedienaars van de eerediensten;

2^o de rustpensioenen wegens dienst-
ouderdom van de officieren en militairen
van lagere graad;

3^o de pensioenen ten laste van de
kassen voor weduwen en weezen vast-

ention des lois du 21 juillet 1844, du 27 mai 1870, du 23 mai 1888 et du 8 août 1921 ;

4° Les pensions à charge de la caisse des ouvriers des chemins de fer, postes et télégraphes ;

5° Les pensions accordées dans les cercles rédimés en vertu des articles 20 et 21 de la loi du 29 juillet 1926 ;

Il en est de même pour les pensions de veuves et orphelins, quelle que soit la date de l'entrée en jouissance, lorsqu'elles ne tombent pas sous l'application de l'article 1^{er} de la loi du 17 mars 1928.

ART. 2.

§ 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1928, les pensions visées à l'article précédent sont réputées à la fois former un tout indivisible pour le paiement et conserver leur composition originelle pour l'application des règles relatives au cumul.

§ 2. Dans la détermination des sommes à payer, la partie mobile et la majoration de 25 % accordée par la loi du 17 mars 1928 n'entrent plus en compte, mais le taux fixe est majoré à concurrence :

1° de 140 %, s'il était accompagné d'une partie mobile ;

Toutefois, la majoration ci-dessus est limitée provisoirement au doublement pour les pensions qui sont régies par les lois organiques du 25 juillet 1867, du 30 juillet 1879 et du 24 avril 1900 ;

2° de 50 %, si l'absence de partie mobile dérivait uniquement d'un cumul ;

3° de 25 %, si l'absence de partie mobile résultait du fait que le traite-

gesteld ter uitvoering van de wetten van 21 Juli 1844, 27 Mei 1870, 23 Mei 1888 en 8 Augustus 1921 ;

4° de pensioenen aangewezen op de werkliedenkas van spoorwegen, posten en telegraphen ;

5° de pensioenen toegekend in de kretzen van Eupen en Malmédy, krachtens artikelen 20 en 21 der wet van 29 Juli 1926.

Hetzelfde geldt voor de pensioenen van weduwen en weezen, ongeacht den datum van ingenottreding, wanneer zij niet onder toepassing vallen van artikel één der wet van 17 Maart 1928.

ART. 2.

§ 1. Met ingang van 1 Januari 1928, worden de bij vorenstaand artikel bedoelde pensioenen geacht voor de uitbetaling een ondeelbaar geheel te vormen en voor de toepassing van de regelen betreffende de cumulatie meteen hare oorspronkelijke samenstelling te behouden.

§ 2. Bij het bepalen van de uit te keeren sommen, komen het vast gedeelte en de bij de wet van 17 Maart 1928 toegelegde verhooging van 25 t. h. niet meer in rekening, maar het vast bedrag wordt verhoogd :

1° met 140 t. h. indien er een veranderlijk deel aan toegevoegd was ;

Vorenstaande verhooging blijft echter voorloopig bij de verdubbeling beperkt voor de pensioenen welke op den voet der organieke wetten van 25 Juli 1867, 30 Juli 1879 en 24 April 1900 zijn geregeld ;

2° met 50 t. h., indien de ontstentenis van veranderlijk deel slechts uit cumulatie voortvloeide ;

3° met 25 t. h. indien de ontstentenis van veranderlijk deel voortspoot uit

ment de base ne comportait pas organiquement de partie mobile.

§ 3. Les majorations qui précèdent ne sont pas limitées par les maxima absolus existants.

§ 4. Dans le premier cas du § 2, le nouveau taux est réduit de (3/8) trois huitièmes si, par la suite, il est cumulé avec une pension plus élevée ou avec un traitement.

Il est rétabli dès que le cumul qui en avait amené la réduction vient à cesser.

Dans le second cas, une majoration de 90 % est ajoutée à celle de 50 % lorsque prend fin la cause qui avait provoqué la suppression de la partie mobile après l'ouverture du droit à la pension.

§ 5. Si le revenu moyen pris en considération pour la liquidation d'une pension comprend des avantages qui n'étaient pas susceptibles, sous le régime antérieur, de comporter l'attribution d'une partie mobile, la quotité de pension établie sur ces avantages par application des lois du 29 juillet 1926 et du 17 mars 1928 sera majorée à concurrence de 25 % seulement.

ART. 3.

Par dérogation à l'article 2, § 2, 2^o, la majoration de 140 % est appliquée en cas de cumul aux pensions de veuves et orphelins acquises à titre onéreux, en contrepartie de retenues opérées antérieurement.

Il est fait abstraction des pensions de l'espèce pour régler la majoration des autres pensions dont le bénéficiaire serait titulaire.

ART. 4.

§ 1^{er} Les majorations établies pour les pensions visées à l'article premier

het feit dat de grondslagwedde geen organiek veranderlijk deel begreep.

§ 3. Vorenstaande verhoogingen worden niet door de bestaande volstreckte maxima beperkt.

§ 4. In het eerste geval van § 2 wordt het nieuwe bedrag met (3/8) drie achtsten verminderd, bij latere cumulatie met een hooger pensioen of met een wedde.

Het wordt opnieuw onverminderd toegekend zoodra de cumulatie, oorzaak van de vermindering, ophoudt.

In het tweede geval, wordt een verhoging van 90 t. h. bij die van 50 t. h. gevoegd, als ophoudt de oorzaak die het wegvallen van het veranderlijk deel, na de opening van het recht op pensioen, had teweeggebracht.

§ 5. Indien het voor de uitkeering van een pensioen in aanmerking genomen gemiddeld inkomen, voordeelen begrijpt welke, onder het vorig regime, onvereinigbaar waren met het toekennen van een veranderlijk deel, zal de op deze voordeelen bij toepassing der wetten van 29 Juli 1926 en van 17 Maart 1928 vastgestelde quotiteit van pensioen, slechts met 25 t. h. verhoogd worden.

ART. 3.

In afwijking van artikel 2, § 2, 2^o, wordt de verhoging met 140 t. h. in geval van cumulatie toegepast op de pensioenen van weduwen en weezen, ten bezwarenden titel verkregen op grond van vroeger gedane afhoudingen.

De pensioenen van dezen aard komen niet in aanmerking voor het regelen van de verhoging der andere pensioenen waarvan de belanghebbende titularis zou zijn.

ART. 4.

§ 1. De voor de bij artikel één bedoelde pensioenen vastgestelde ver-

sont également appliquées aux pensions de même espèce liquidées conformément aux prescriptions de la loi du 17 mars 1928 avec entrée en jouissance au 1^{er} février 1928 ou postérieurement.

Elles ont, pour ces dernières pensions, un caractère d'attente au même titre que les taux qui leur servent de base. Elles sont liquidées, comme les taux, sous réserve des droits afférents à la rémunération effective des services rendus après le 31 décembre 1927.

Par dérogation à l'article 4 de la loi du 17 mars 1928, la situation nouvelle sera maintenue jusqu'à l'établissement d'un régime définitif des pensions.

§ 2. En ce qui concerne les pensions à charge des caisses de veuves et orphelins, l'application du paragraphe précédent est influencée par le fait que l'affilié a ou n'a pas payé, du 1^{er} janvier 1928 jusqu'au jour de son décès ou de sa mise à la retraite, sur la base des traitements consolidés, les contributions auxquelles il aurait été astreint si les statuts de l'institution avaient été maintenus tels qu'ils existaient au 31 décembre 1927.

Dans le cas où, pour la période envisagée, les retenues effectives présenteraient par rapport aux contributions définies ci-dessus un excès ou une insuffisance, la pension subirait une augmentation ou une réduction calculée, conformément aux statuts, à raison de l'excès ou de l'insuffisance constatée.

Si les statuts de l'institution ne permettaient pas d'agir comme il est dit à l'alinéa précédent, l'augmentation ou la réduction du montant annuel de la pension de la veuve serait égale au quart de l'excès ou de l'insuffisance du total des retenues effectives pour la période du 1^{er} janvier 1928 au jour du

hoogingen, worden eveneens toegepast op de pensioenen van denzelfden aard uitgekeerd overeenkomstig de voorschriften der wet van 17 Maart 1928, met ingentreding op 1 Februari 1928 of later.

Zij zijn, voor laatstbedoelde pensioenen, van voorloopigen aard op denzelfden grond als de bedragen die haar tot grondslag dienen. Zij worden, zooals de bedragen, uitgekeerd onder voorbehoud van de rechten verbonden aan de werkelijke bezoldiging van de na 31 December 1927 bewezen werkelijke diensten.

Met afwijking van artikel 4 der wet van 17 Maart 1928, blijft de nieuwe toestand behouden tot dat een definitief regime der pensioenen ingevoerd zij.

§ 2. Wat de pensioenen ten laste der Kassen voor weduwen en weezen betreft, wordt de toepassing van vorenstaande paragraaf beïnvloed door het feit dat de aangeslotene al dan niet, van 1 Januari 1928 tot op den dag van zijn overlijden of van zijne oppensioenstelling, op grondslag van de geconsolideerde wedden, de bijdragen betaald heeft waartoe hij zou verplicht geweest zijn, indien de statuten van deze instelling behouden waren gebleven, zooals zij op 31 December 1927 bestonden.

In geval dat, voor het beschouwd tijdvak, de werkelijke afhoudingen, in verhouding met de hierboven bedoelde bijdragen, een teveel of tekort zouden aanbieden, zou het pensioen een verhooging of een vermindering ondergaan, berekend, volgens de statuten, naar verhouding van het vastgesteld teveel of teweinig.

Ware het op grond van de statuten van de instelling niet mogelijk te handelen zooals in vorenstaand lid is omschreven, dan zou de verhooging of de vermindering van het jaarlijkschbedrag van het pensioen der weduwe gelijk zijn aan het vierde van het teveel of van het tekort van het totaal der

décès ou de la mise à la retraite de l'affilié.

Lorsque des pensions à charge des caisses des veuves et orphelins des officiers et des militaires de rang subalterne sont constituées par des primes établies sans rapport direct avec les traitements, les contributions auxquelles l'affilié aurait été astreint si les statuts de l'institution avaient été maintenus tels qu'ils existaient au 31 décembre 1927 sont, pour l'application des deux premiers alinéas du présent paragraphe, multipliées par le rapport du traitement consolidé à la partie fixe du traitement antérieur.

Un délai de six mois prenant cours le jour de la promulgation de la présente loi est accordé aux affiliés pour prendre l'engagement de compléter les retenues effectives par des versements volontaires.

ART. 5.

Après la consolidation des traitements qui sont fixés par la loi, les pensions régies par les lois du 25 juillet 1867, du 30 juillet 1879 et du 24 avril 1900 seront liquidées ou révisées sur la base des traitements organiques qui ont été ou seront établis à partir du 1^{er} janvier 1928.

Les traitements antérieurs à cette date seront portés fictivement au chiffre qu'ils auraient atteint au moment de leur attribution si, à ce moment et toutes choses restées égales, les nouveaux barèmes avaient été appliqués.

Les avantages concédés par le présent article sont acquis aux bénéficiaires à partir du 1^{er} janvier 1928 ou à partir de leur admission à la pension de retraite, si celle-ci est postérieure, sous déduction des sommes qu'ils auront reçues, à compter de la même date, en

werkelijke afhoudingen voor het tijdperk gaande van 1 Januari 1928 tot den dag van het overlijden of van de oppensioenstelling van den aangeslotene.

Wanneer pensioenen ten laste van de kassen voor de weduwen en de weezen der officieren en der militairen van lageren rang aangelegd zijn door middel van premien, welke niet rechtstreeks in verhouding staan tot de wedden, worden de bijdragen waartoe de aangeslotene zou verplicht geweest zijn indien de statuten van de instelling behouden waren gebleven zooals zij op 31 December 1927 bestonden, voor de toepassing der eerste twee leden van deze paragraaf, vermenigvuldigd met de verhouding van de geconsolideerde wedde tot het vast gedeelte van de vroegere wedde.

Een termijn van zes maand, ingaande op den dag van afkondiging dezer wet, wordt aan de aangeslotenen gegund om zich te verbinden tot het aanvullen door vrijwillige stortingen van de werkelijke afhoudingen.

ART. 5.

Na de consolidatie der bij de wet bepaalde wedden, zullen de op den voet der wetten van 25 Juli 1867, 30 Juli 1879 et 24 April 1900 geregelde pensioenen verevend of herzien worden op de basis der organieke wedden, welke van 1 Januari 1928 af bepaald werden of zullen worden.

De wedden van vóór dezen datum zullen fictief gebracht worden op het cijfer dat zij zouden bereikt hebben bij hare toekenning, indien, alsdan en alles gebleven gelijk het was, de nieuwe loonschalen waren toegepast geweest.

De bij dit artikel toegestane voordelen worden aan de rechthebbenden verleend van af 1 Januari 1928 of vanaf den datum waarop zij tot het genot van rustpensioen worden toegelaten, indien zulks later geschiedt, onder aftrekking van de sommen welke zij zullen gekregen

exécution de la présente loi et de celle du 27 mars 1928.

ART. 6.

§ 1^{er}. Pour la liquidation des pensions à charge de la caisse de prévoyance des secrétaires communaux :

1° Le traitement de complément de 50 %, établi par la loi du 21 décembre 1927 est assimilé à une partie mobile;

2° Les traitements acquis après le 31 décembre 1927 entrent en compte, pour leur partie fixe, contrairement aux stipulations de l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 17 mars 1928.

§ 2. Les pensions liquidées ou à liquider à charge de la caisse de prévoyance des secrétaires communaux sont majorées, à partir du 1^{er} janvier 1928, dans la mesure et de la manière indiquées à l'article 2 de la présente loi.

§ 3. Le bénéfice du § 2 est étendu aux pensions des secrétaires communaux qui, en vertu de la dispense prévue à l'article 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 30 mars, 1864, n'ont point participé à la caisse de prévoyance des secrétaires communaux.

Les pensions ainsi majorées seront à charge des communes subventionnant les caisses auxquelles les intéressés ont été affiliés.

ART. 7.

Pour l'exécution de la présente loi, les fractions de franc sont négligées et le montant annuel des pensions ainsi réduit est ramené, s'il n'est pas un multiple de 4, au multiple de 4 immédiatement inférieur.

ART. 8.

§ 1^{er}. Pour les pensions en cours à charge du Trésor, le département liqui-

hebben, te rekenen van denzelfden datum, ter uitvoering van deze wet en van deze van 27 Maart 1928.

ART. 6.

§ 1. Voor de vereffening der pensioenen ten laste van de Voorzorgskas der gemeentesecretarissen :

1° Wordt de bij de wet van 21 December 1927 vastgestelde aanvullende wedde van 50 l. h. met een veranderlijk gedeelte gelijkgesteld ;

2° Komen de na 31 December 1927 verkregen wedden in aanmerking voor hun vast gedeelte, in strijd met de bepalingen van artikel één, § 1, der wet van 17 Maart 1928.

§ 2. De ten laste van de Voorzorgskas der gemeentesecretarissen vereffende of te vereffenen pensioenen worden verhoogd, met ingang van 1 Januari 1928, in de maat en op de wijze aangeduid bij artikel 2 dezer wet.

§ 3. Het voordeel van § 2 wordt uitgebreid tot de pensioenen der gemeentesecretarissen die, krachtens de bij artikel 1, lid 2, der wet van 30 Maart 1864 voorziené vrijstelling, geen deel in de Voorzorgskas der gemeentesecretarissen hebben gehad.

De aldus vermeerderde pensioenen komen ten laste van de gemeenten, welke de kassen subsidieeren waarbij de belanghebbenden aangesloten waren.

ART. 7.

Voor de uitvoering van deze wet worden de breuken van een frank weggelaten en het aldus verminderd jaarlijksch bedrag der pensioenen wordt, indien het geen meervoud is van 4, herleid tot het onmiddellijk lager veelvoud van 4.

ART. 8.

§ I. Voor de loopende pensioenen ten laste der Schatkist, stelt het Departement

dateur établit le montant des nouveaux taux des pensions accordées par la présente loi et paie, sur les crédits de son budget, les suppléments afférents à la période qui s'étend du 1^{er} janvier 1928 à la fin du trimestre au cours duquel la Cour des Comptes donne son approbation.

Le surplus est payé par l'Administration de la Trésorerie à charge du budget de la Dette publique.

§ 2. L'exercice d'imputation de la dépense est déterminé par la date de l'ouverture du paiement.

§ 3. Pour les pensions qui n'ont pas encore été révisées conformément aux prescriptions de la loi du 29 juillet 1926, le département liquidateur, par dérogation au deuxième alinéa de l'article 32 de cette loi, paiera le montant intégral des arriérés de la péréquation.

Donné à bord du *Thysville*, le 20 juin 1928.

ment, dat de uitbetaling doet, het beloop vast der nieuwe bij deze wet verleende pensioenen en vereffent, op de kredieten van zijne begrooting, de bijkomende bedragen verbonden aan het tijdperk gaande van 1 Januari 1928 tot het einde van het vierendeeljaars in den loop waarvan het Rekenhof zijne goedkeuring geeft.

Het overige wordt betaald door het Beheer der Thesaurie op de Begrooting der Openbare Schuld.

§ 2. Het dienstjaar van toerekening der uitgave wordt bepaald door den datum van opening der betaling.

§ 3. Voor de pensioenen welke nog niet overeenkomstig de voorschriften der wet van 29 Juli 1926 werden herzien, zal het Departement dat de vereffening doet, in afwijking van het 2^{de} lid van artikel 32 dezer wet, het integraal bedrag van de achterstallen der péréquatie betalen.

Gegeven aan boord van het ss. *Thysville*, den 20^{en} Juni 1928.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Premier Ministre,
Ministre des Colonies,

VAN KONINGSWEGE :
De Eerste-Minister,
Minister van Koloniën,

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*

PAUL HYMANS.

Le Ministre de la Justice,

| *De Minister van Justitie.*

P.-E. JANSON.

Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,

| *De Minister van Binnenlandsche Zaken*
en Volksgezondheid,

A. CARNOY.

Le Ministre des Sciences
et des Arts,

| *De Minister van Kunsten*
en Wetenschappen,

M. VAUTHIER.

Le Ministre des Finances, | *De Minister van Financiën,*

B^{ou} HOUTART.

Le Ministre de l'Agriculture, | *De Minister van Landbouw,*
Ministre des Travaux publics, | *Minister van Openbare Werken,*

H. BAELS.

Le Ministre de l'Industrie, du Travail | *De Minister van Nijverheid, Arbeid*
et de la Prévoyance Sociale, | *en Maatschappelijke Voorzorg,*

H. HEYMAN.

Le Ministre des Chemins de fer, | *De Minister van Spoorwegen,*
Marine, Postes, Télégraphes, | *Zeewezen, Posterijen, Telegrafen,*
Téléphones et Aéronautique, | *Telefonen en Luchtvaart,*

MAURICE LIPPENS.

Pour le Ministre de la Défense Nationale, | *Voor den Minister van Lands-*
absent, | *verdediging, afwezig,*
Le Ministre de l'Agriculture | *De Minister van Landbouw*
et des Travaux publics, | *en Openbare Werken.*

H. BAELS.
